BOUTEFLIKA ANNONCE SA CANDIDATURE :

«Je veux une majorité écrasante»

Abdelaziz Bouteflika a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle du 9 avril prochain, jeudi dernier à partir de la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. Une annonce qui équivaut, d'ores et déjà, à un programme quinquennal pour l'Algérie pour les cinq années à venir.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour ainsi dire, le décor, le faste, le protocole, l'assistance, la solennité, le ton du discours et, bien sûr, son auteur donnent à l'événement le cachet d'une véritable adresse à la nation !

Dans une salle décorée à l'américaine et où se confondaient tous les hauts cadres de l'Etat — à l'exception de Ouyahia et Zerhouni— les officiers supérieurs de l'Armée, en exercice ou à la retraite, l'élite politique algérienne à l'exception du RCD et du FFS, les organisations nationales, des personnalités de tous les horizons, Bouteflika fait son apparition vers 14h20 et, déjà, une première surprise : il affiche incontestablement sa meilleure forme physique depuis novembre 2005. Cela se vérifie davantage une fois qu'il entame son discours, le plus long également de ces trois dernières années, une quarantaine de minutes, mais c'est surtout la voix retrouvée et le ton offensif qui surprennent.

Contrairement aux dernières sorties, le discours est cette fois audible, continu et une verve qui rappelle le Bouteflika d'avant 2005.

«Des quatre coins du pays et de diverses couches de la population, des appels me parviennent me demandant de poursuivre cette mission», dira Bouteflika après avoir consacré la première partie de son discours à faire son propre bilan de ses dix dernières années.

«Cet appel m'honore évidemment et si j'en remercie sincèrement tous ceux qui s'y sont associés, je n'en mesure pas moins le poids et la difficulté de ce qui est attendu de moi (…) Chacun comprendra qu'il m'est difficile de rester sourd à un appel aussi pressant car je serais alors en contradiction avec le serment qui m'a définitivement lié aux plus chers de mes compagnons, les glorieux Chouhada de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Ce serait également une attitude difficile à assumer devant les moudjahidine encore en vie car nous appartenons à une génération qui croit toujours à la nécessité de concrétiser la plénitude du message du 1er Novembre 1954.»

Ç'aurait été «aussi et surtout une attitude moralement pénible pour moi, envers le peuple», poursuit celui qui, ayant entamé sa campagne pour le troisième mandat depuis le 9 avril 2004, présente son maintien au pouvoir comme une nécessité nationale historique que lui «exige» le peuple.

«Voilà pourquoi j'ai décidé, à la grâce de Dieu, de me présenter à l'élection présidentielle d'avril prochain comme candidat indépendant. Ce faisant, j'aurai personnellement accompli mon devoir moral.»

Ceci dit, Bouteflika «improvise» cette phrase qui marquera sûrement la prochaine élection : «Le président qui n'obtiendra pas la majorité écrasante du peuple algérien aux prochaines élections n'est pas président» ! Il la répète à trois reprises et cela rappelle sa fameuse «sortie» du 15 avril 1999 lorsqu'il menaçait, vers midi, de «rentrer chez moi si je n'obtiens pas la majorité absolue du peuple algérien»…

Les Trois engagements du troisième mandat

Sitôt l'annonce faite, Bouteflika enchaîne avec ses principaux engagements pour les prochaines années. Et, comme en 1999 et 2004, le premier des engagements a trait à la «politique de réconciliation». Comme toujours, c'est l'ambivalence parfaite !

«Bien entendu, nous continuerons à faire face par tous nos moyens à la menace terroriste, mais la porte sera maintenue ouverte devant tout égaré qui saura se ressaisir.»

Puis, et faisant remarquer que «la femme constituant la moitié électorale, j'ai l'intention d'œuvrer à la concrétisation des nouvelles dispositions constitutionnelles relatives à la promotion de la place de la femme dans les assemblées élues». Cela augure-t-il d'une élection législative anticipée juste après la présidentielle par exemple ?

Fort probable. «Mon second engagement est relatif à la poursuite du processus de réforme de la gouvernance dans tous les domaines ainsi qu'à la consolidation de l'autorité de la loi.» Sur ce point, Bouteflika reconnaît «des dérives dont est victime la société que nous déplorons tous et pour lesquelles il faut des mesures énergiques».

Photo : Samir Sid

«Poursuivre le programme engagé depuis la première élection.»

En tout cas, il s'agira, là, d'un gigantesque chantier avec la propagation, sans précédent, de maux comme la corruption, ces dernières années. «Le troisième et dernier engagement que je tiens à prendre devant le peuple dès ce jour, conclut l'orateur, est relatif à la poursuite d'un effort intense de développement économique et social».

Considérant «qu'en dépit de la crise économique mondiale», l'Algérie a les moyens mais aussi le devoir de rattraper le monde qui avance. Dans cet engagement, il est question par exemple «de la création de 3 millions de postes d'emploi», de l'éradication de la crise du logement», d'un surcroît «de régulation de l'Etat» concernant les investissements étrangers, etc.

Six wilayas pour faire la campagne

S'agissant par ailleurs de la campagne électorale, Abdelaziz Bouteflika a opté, selon une source très bien informée, pour «un programme concentré et allégé» et limitera ses meetings électoraux à seulement six wilayas : Alger, Annaba, Constantine, Batna, Oran. Pour le Sud, le choix n'est pas encore arrêté, selon la même source, entre Béchar et Ouargla.

K. A.

CÉLÉBRATION DU 20e ANNIVERSAIRE DU RCD À TIZI-OUZOU

Entre «la joie» de se retrouver et «l'incertitude» pour l'avenir démocratique de l'Algérie

«Joie et incertitude», les mots sont du P/APW de Tizi-Ouzou, M. Ikherbane, pour qui ces retrouvailles et cette fête interviennent à un moment où l'incertitude demeure quant à l'avenir démocratique de l'Algérie. Le premier responsable de l'APW intervenait lors d'une cérémonie organisée à Tizi-Ouzou, en présence de militants, d'élus ainsi que de représentants de la presse locale et de quelques personnalités et invités du parti, à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la création du parti. Le député et président du bureau régional, M. Boudarène, rappellera la contribution du Rassemblement pour la culture et la démocratie dans l'animation du débat politique national.

La laïcité, le rejet de l'intégrisme, les droits de l'Homme en général et ceux de la femme en particulier font partie des nombreux thèmes et idées novatrices défendus par le RCD et qui ont fini, selon lui, par s'imposer et faire débat au sein de la société. Souhaitant pour son parti davantage d'ouverture à de nouvelles énergies militantes, il ajoutera que l'heure est à la solidarité et à la cohésion de tous pour faire face à l'adversité et aux périls qui menacent l'avenir de la démocratie en Algérie.

S. A. M.

IL CONSIDÈRE LE BOYCOTT COMME UN «ACTE RÉVOLUTIONNAIRE»

Le FFS appelle à une dissidence électorale pacifique

Non seulement il ne participera pas à l'élection présidentielle, mais le Front des forces socialistes (FFS) compte lancer des actions pour un boycott actif. Son premier secrétaire, Karim Tabbou, a dit jeudi aux membres du conseil national du parti que «le boycott de ce scrutin est un acte révolutionnaire. Boycotter, c'est aimer son pays, c'est avoir des ambitions pour son pays».

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Pour l'heure, le FFS n'a pas dévoilé avec quels «partenaires» il compte mener campagne mais il estime que «le silence est une lâcheté. Se croiser les bras est suicidaire. Ne pas faire de politique est la pire des politiques» et fait savoir qu'il «travaillera avec les vraies forces du changement sur la base d'un contrat de valeurs, de principes et d'objectifs clairs et transparents, loin des consensus populistes, des discours démagogiques et trompeurs et des alliances du hasard».

La résolution politique du conseil national a donné le la. «Il ne s'agit pas de réaliser les consensus populistes, mais de travailler dans la clarté et dans la transparence avec les véritables forces du changement. Il n'y a plus rien à attendre du régime, le changement ne peut venir que de la société. Il s'agit de rendre effective la dissidence électorale nationale et pacifique». Le premier secrétaire national du parti, qui a prononcé un discours sans concession à l'ouverture des travaux , considère que «malgré la propagande officielle, la mobilisation par le pouvoir de moyens financiers, médiatiques et administratifs colossaux, les Algériennes et les Algériens n'expriment aucun intérêt pour le scrutin présidentiel prévu pour le 9 avril 2009», ajoutant que «les brigades de sensibilisation des électeurs mises en place par le ministère de l'Intérieur sont perçues comme des milices d'un nouveau genre». Tabbou mise sur l'indifférence de la rue pour une forte mobilisation en faveur du boycott. «L'Algérien est prêt à se réinvestir dans le politique, il est dans l'attente et la recherche d'un projet alternatif et mobilisateur.

Le refus de son enrôlement dans cette mascarade est un signe fort de dissidence électorale et de rupture avec le système actuel», dit-il. Il en veut pour preuve le fait que «cinq décennies de mensonge ont ancré dans la population la conviction que les élections dans le système politique en place depuis l'indépendance ne font que reproduire la crise et ce système. Les Algériens savent que les élections ne sont d'aucun impact positif sur leur vie. Les élections sont organisées pour le maintien du statu quo». Pour le premier secrétaire du FFS, le doute n'est pas permis. «Les jeux sont faits. Les institutions et l'administration sont sur le pied de guerre. Tous les réseaux que ce soit les partis, les associations, les syndicats, la presse inféodés au pouvoir, les comités de soutien, les walis, les chefs de daïra, les prébendiers et les opportunistes de tout poile sont mobilisés pour cadenasser, fermer et légaliser ce scrutin. Pendant ce temps, un vrai faux suspense est entretenu sur la candidature et la ré-intronisation de Bouteflika».

Photo : Samir Sid

Tabou mise sur l'indifférence de la rue.

N. I.